



# La transition post-communiste comme origine de la crise actuelle du capitalisme mondial

Wladimir Andreff

## ► To cite this version:

Wladimir Andreff. La transition post-communiste comme origine de la crise actuelle du capitalisme mondial. 75 essais breves de economia critica en homenaje a Benjamin Bastida, Publicacions i Edicions Universitat de Barcelona, pp.209-214, 2011. <halshs-00606027>

**HAL Id: halshs-00606027**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00606027>**

Submitted on 5 Jul 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour le livre 'Benjamin Bastida a 70 ans': à traduire en espagnol ??

**La transition post-communiste  
comme origine de la crise actuelle du capitalisme mondial**

**Wladimir Andreff<sup>1</sup>**

L'un des impacts les moins commentés de la transition des anciennes économies communistes, centralement planifiées, vers le capitalisme à économie de marché, est que cette transition est probablement l'une des causes profondes et structurelles de la crise actuelle du capitalisme mondial, non seulement la crise financière et la récession, mais aussi une crise de légitimité du capitalisme.

Une première manière, la plus simple, d'avancer cette hypothèse est de rappeler que la «guerre froide» avait engendré une espèce d'équilibre mondial entre le capitalisme et ses diverses formes<sup>2</sup> d'une part et, d'autre part, le socialisme (communisme) d'Etat soviétique – et ses variantes moins centralisées (Chine, Yougoslavie). La chute du mur de Berlin et le début de la transition ont rompu cet équilibre et le capitalisme, après avoir submergé l'ancien communisme d'Etat, est resté le seul système économique existant dans le monde – c'est la mondialisation dans un sens plus profond encore que le développement du commerce mondial, des firmes multinationales et de la finance internationale; même l'Etat capitaliste libéral est devenu «mondialisateur»<sup>3</sup>, *i.e.* a adopté des politiques économiques toujours plus favorables à la mondialisation. Mais, du même coup deux choses ont disparu.

D'une part, l'existence d'un système (soviétique) alternatif obligeait le capitalisme et ses élites à démontrer sans cesse que 'leur' système était plus efficace et qu'il l'était grâce à ses institutions et ses règles du jeu (marché, entreprise privée, concurrence, droit des affaires, etc.); de ce point de vue, la coexistence avec le système soviétique constituait un facteur de discipline dans le capitalisme, notamment pour que les élites respectent ses règles et renforcent ses institutions. Cette contrainte à la discipline a disparu à partir de 1990. D'autre part, pour affirmer sa supériorité sur le système soviétique, il ne suffisait pas de contrôler la finance mondiale, il fallait aussi que l'efficacité de l'économie capitaliste ait ses racines dans

---

<sup>1</sup> Professeur émérite à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, Président d'honneur de la *International Association of Sport Economists*, Membre d'honneur de la *European Association for Comparative Economic Studies*, ancien président de l'Association Française de Science Economique (2007-08).

<sup>2</sup> Capitalisme libéral anglo-américain, capitalisme plus régulé avec *Mitbestimmung* (cogestion) à l'allemande, capitalisme à fort consensus social à la scandinave, capitalisme étatique (ex.: France, Europe du Sud).

<sup>3</sup> Voir Andreff (1996, 1999 & 2003a).

la sphère réelle (production, distribution); d'une certaine façon, par la nécessité d'investir dans la concurrence entre les deux systèmes, les élites capitalistes évitaient de dériver vers un capitalisme de marchés financiers exclusivement (qui a proliféré dans les années 1990 et 2000). Ceci a aussi disparu.

Une manière plus intéressante, certainement plus compliquée<sup>4</sup>, est de faire l'hypothèse que, les économies en transition post-communiste ayant connu de graves dérives par rapport au bon fonctionnement d'une économie de marché et des règles capitalistes, ces dérives se sont propagées à travers tout le capitalisme mondial dans les années 1990-2000 jusqu'au point où beaucoup de règles ont été subverties - ou non respectées - dans les économies occidentales elles-mêmes. Les règles de bon fonctionnement financière et bancaire ont été si peu respectées depuis 2006 (*subprimes*, etc.) que c'est devenu la cause d'une crise très profonde du capitalisme et de sa légitimité. On peut recenser dans notre analyse des économies en transition (Andreff, 2005, 2006a, 2007, 2009 & 2010) un certain nombre d'observations et d'arguments favorables à cette seconde hypothèse:

A/ Lors des privatisations spontanées et de celles menées selon des méthodes non standard (surtout la privatisation de masse), l'appropriation privée des actifs par des managers est passée par la création d'une firme satellite (société écran) vers laquelle étaient transférés les actifs de l'ancienne entreprise d'Etat. La création de sociétés écrans, de préférence dans les paradis fiscaux, pour y abriter du fisc les capitaux et les revenus, est devenue une pratique récurrente dans le capitalisme mondial. L'usage clientéliste de leurs relations avec des banques ou des hommes politiques a permis à ces managers d'obtenir facilement des prêts, comme à l'Ouest. Des investisseurs étrangers (firmes multinationales) ont participé aux privatisations spontanées ... et ont ensuite propagé hors des économies en transition les mauvaises pratiques associées à cette forme d'appropriation privée du capital.

B/ Le détournement des actifs a caractérisé le comportement des managers de beaucoup d'entreprises privatisées ou d'entreprises d'Etat dans les pays en transition, a enrichi ces managers et en a fait l'une des couches sociales les plus riches des économies en transition, capables ensuite d'acquérir, plus ou moins légalement, la propriété du capital. Dans les entreprises occidentales, un détournement par les managers est aussi apparu, mais il n'a pas porté directement sur les actifs financiers de l'entreprise. Il a consisté à détourner le mécanisme destiné à contrôler les managers (par les actionnaires) en leur remettant des *stock options*. Les managers ont vite compris qu'ils pouvaient facilement accroître leur patrimoine

---

<sup>4</sup> Elle devrait donc susciter des recherches ultérieures plus approfondies.

(et devenir d'importants actionnaires) en influençant ou en manipulant, par leurs décisions, le cours boursier des actions de leur propre entreprise. La crise de la gouvernance (*corporate governance*) des entreprises dans les pays en transition (Andreff, 2006a) n'a d'égale que celle que connaissent certaines firmes et banques occidentales aujourd'hui.

C/ L'insuffisant durcissement de la contrainte budgétaire (au sens de Kornai, 1980) a continué pendant la première décennie de la transition, dans les entreprises privatisées et plus encore dans les banques privatisées (Dewatripont & Maskin, 1995); aucune des grandes banques (*too big to fail*), ou presque, n'a été sanctionnée car cela aurait débouché sur une crise systémique – de la totalité du système bancaire en transition. Ce dernier mécanisme est au cœur de la crise actuelle, y compris lorsque les Etats ont renfloué ou nationalisé les banques aux USA, au Royaume Uni, en Europe continentale, etc. Par conséquent, les créances douteuses des banques (et leur prise en charge par l'Etat) ont représenté un coût très important aussi bien pendant la transition post-communiste que dans la crise financière actuelle. D'ailleurs, toutes les économies en transition ont connu au moins une crise financière (et des changes et boursière) entre 1996 et 1999, comme les pays développés actuellement.

D/ La fuite des capitaux à l'étranger en a été la conséquence, surtout dans les économies en transition où l'Etat était très affaibli (ex.: Russie), y compris vers des paradis fiscaux (Chypre, îles Vierges dans le cas des capitaux russes). Les paradis fiscaux ont tellement servi de refuge aux capitaux spéculatifs avant et pendant la crise actuelle du capitalisme que l'on commence à envisager de les contrôler un peu plus.

E/ Les schémas Ponzi (pyramides financières), légalement interdits, ont été une pratique courante de quelques «nouveaux capitalistes» (et véritables escrocs) dans les économies en transition, plus en Albanie, en Russie, en République tchèque et en Roumanie qu'ailleurs, pour s'enrichir en soutirant son épargne à une population trop crédule dans les bienfaits supposés du capitalisme naissant. L'affaire Madoff, et quelques autres, ont mis les schémas Ponzi au cœur de la crise financière actuelle.

F/ De nombreuses institutions informelles se sont développées pendant la transition vers l'économie de marché, pour contourner les nouvelles règles capitalistes adoptées par les gouvernements post-communistes et recommandées par le FMI, la Banque mondiale ou l'Union européenne. Elles ont souvent rendu inefficace, ou moins efficace, la mise en œuvre des nouvelles règles formelles du capitalisme dans les pays en transition. Etant donné les possibilités ouvertes par ces institutions informelles, elles ont été propagées à l'étranger par les nouveaux capitalistes de l'Est européen ou par des firmes multinationales en vue de contourner les règles locales. De l'affaire Parmalat à l'affaire Enron en passant par Worl.Com

et la dissolution de l'agence de notation (et de *consulting*) Arthur Andersen, les dernières années sont pleines de pratiques de contournement – en apparence légales, jusqu'à la découverte du «scandale» - des règles formelles qui sont les premiers signes de la crise actuelle (Pastré & Sylvestre, 2008).

G/ L'extension de l'économie informelle et, parfois, mafieuse a caractérisé toute la transition post-communiste depuis 1990 (Andreff, 2007). La fraude fiscale en a été l'un des principaux mécanismes. L'évasion fiscale et l'économie informelle sont aussi en progression dans la crise actuelle du capitalisme; quant aux frontières entre les pratiques mafieuses et non mafieuses, elles deviennent de plus en plus floues et poreuses (Champeyrache, 2010).

H/ L'affaiblissement de l'Etat dans les pays en transition a facilité le développement de l'économie informelle, mais aussi la corruption, les malversations (*embezzlements*), le blanchiment des capitaux (*money laundering*) acquis selon des méthodes douteuses. La vague de libéralisation, dont financière, en affaiblissant aussi les Etats capitalistes, a eu le même effet, malgré l'existence de contrôles comme ceux du GAFI (OCDE) ou de Tracfin – département du Ministère des Finances français chargé de traquer l'entrée de capitaux «sales», à blanchir (Pons, 2006; Andreff, 2006b).

I/ Les conséquences sociales (les coûts sociaux) de la transition postcommuniste – montée du chômage, baisse des salaires réels, accroissement des inégalités, pauvreté de masse pendant les années 1990, crise et réformes des régimes de retraite, effondrement du système de santé et d'éducation nationale (Andreff, 2007) – montrent bien que la transition a comporté une dimension de crise (de naissance du capitalisme). On voit bien évidemment, dans la crise financière et la récession économique actuelles, des phénomènes similaires se reproduire.

La question qui se pose est de savoir si toutes ces altérations du capitalisme, d'abord dans les économies en transition, puis propagées vers les économies de marché pleinement développées (*fully-fledged market economies*), sont en train de transformer le capitalisme financier (mondialisé) en une autre forme de capitalisme ou en un système où les règles sont de moins en moins appliquées (que l'on ne saurait confondre avec le capitalisme, qui ne fonctionne bien qu'avec un certain nombre d'institutions formelles effectivement appliquées - *enforced*).

Face à la concurrence assez redoutable et à la compétitivité<sup>5</sup> des nouveaux *businessmen*<sup>6</sup>, des nouveaux riches, des capitalistes primitifs<sup>7</sup> et de quelques mafieux basés dans les économies

---

<sup>5</sup> Un indice de cette compétitivité est la reconquête d'une part de moins en moins négligeable du marché de l'investissement direct étranger européen par les firmes russes, slovènes, hongroises, estoniennes, et originaires des autres économies d'Europe centrale (Andreff, 2003b; M. & W. Andreff, 2005).

en transition, les capitalistes des pays développés à économie de marché ont réagi en adoptant les mêmes comportements illégaux et les stratégies illégales, ou en marge des règles habituelles du capitalisme, afin de maintenir leur propre compétitivité et défendre leurs parts du marché mondial. Mais aussi, observant que ces comportements déviants des règles normales n'étaient pas punies<sup>8</sup>, ou faiblement<sup>9</sup>, les capitalistes occidentaux en ont déduit que dans la période de dérégulation, déréglementation et libéralisation exacerbées des années 1990, à l'Est comme à l'Ouest, ils n'avaient pas grand-chose à craindre à se livrer à des pratiques d'enrichissement cupide que Stiglitz (2010) repère également dans son récent ouvrage.

Ces pratiques sont plus faciles à mettre en œuvre dans la sphère financière que dans la sphère réelle de l'économie capitaliste ; elles ont donc été facilitées par la financiarisation du capitalisme dans les vingt dernières années en même temps qu'elles ont contribué à exacerber cette financiarisation. Il n'est donc pas étonnant que la crise actuelle du capitalisme ait été déclenchée par de mauvaises pratiques financières: prêts *subprimes* à des emprunteurs insolvables, puis prêts laxistes des banques sans en supporter les risques (grâce à la titrisation), jusqu'aux affaires Madoff (schémas Ponzi de 50 milliards \$), Kerviel<sup>10</sup> et autres. Ces dérives financières se sont propagées à tous les secteurs de l'économie, y compris, à l'économie du sport (Andreff, 2006b). Tous ces événements ont déclenché la crise économique actuelle, mais ils ont aussi provoqué une crise de légitimité du capitalisme parmi certaines couches sociales non capitalistes ainsi que chez les capitalistes «honnêtes», principalement de la sphère réelle, ceux qui croyaient aux vertus et aux règles qui ont assuré le développement du capitalisme aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles ... ainsi que leur propre fortune personnelle, que la crise financière ne garantit plus pour l'avenir.

#### Références :

- Andreff M. & W. Andreff (2005), La concurrence pour l'investissement direct étranger entre les anciens et les nouveaux membres de l'Union européenne, *Economie appliquée*, 58 (4), 71-106.  
Andreff W. (1996), *Les multinationales globales*, La Découverte, Paris (2<sup>e</sup> édition 2003).

---

<sup>6</sup> Nouveau mot dans la langue russe, évidemment importé de l'anglais.

<sup>7</sup> Ceux qui ont tiré parti du désordre économique de la transition pour procéder à une accumulation primitive de capital – au sens de Marx -, notamment à l'occasion des privatisations.

<sup>8</sup> Comme ceux qui ont élaboré des pyramides financières en Russie, en Albanie (dont la moitié du gouvernement en 1997), etc., alors que les schémas Ponzi sont strictement interdits dans les pratiques financières du capitalisme depuis 1910.

<sup>9</sup> De tous les jeunes oligarques qui ont participé à la scandaleuse privatisation par échange d'actifs contre prêts au budget de l'Etat russe (*loans for share scheme*), le seul qui soit allé en prison est Mikhaïl Khodorkovski.

<sup>10</sup> *Trader* de la Société Générale, dont le procès est en cours devant les tribunaux pour avoir pris des positions spéculatives démesurées sur les marchés financiers qui ont failli conduire sa banque à la faillite.

- Andreff W. (1999), Peut-on empêcher la surenchère des politiques d'attractivité à l'égard des multinationales?, dans A. Bouët, J. Le Cacheux (dir.), *Globalisation et politiques économiques: les marges de manoeuvre*, Economica, Paris, 401-423.
- Andreff W. (2003a), La restructuration stratégique des firmes multinationales et l'Etat « mondialisateur », dans J. Laroché, coord., *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Presses Universitaires de France, Paris, 45-56.
- Andreff W. (2003b), Las empresas multinacionales rusas : Inversion directa de Rusia en el exterior, *Informacion Comercial Espanola*, 805, mars, 97-115.
- Andreff W. (2005), Russian Privatisation at Bay: Some Unresolved Transaction and Governance Cost Issues in Post-Soviet Economies, in A. Oleynik, ed., *The Institutional Economics of Russia's Transformation*, Ashgate, Aldershot, 213-244.
- Andreff W. (2006a), Corporate Governance Structures in Postsocialist Economies: Towards a Central Eastern European Model of Corporate Control?, in T. Mickiewicz, ed., *Corporate Governance and Finance in Poland and Russia*, Palgrave-Macmillan, Basingstoke, 23-48.
- Andreff W. (2006b), Dérives financières : une remise en cause de l'organisation du sport, *Finance et Bien Commun* (Genève), 26, hiver 2006-2007, 27-35.
- Andreff W. (2007), *Economie de la transition : La transformation des économies centralement planifiées en économies de marché*, Bréal, Paris.
- Andreff W. (2009), El capitalismo de Estado en Rusia y la crisis financiera mundial, *Claves de la Economia Mundial*, Madrid, 307-315.
- Andreff W. (2010), Fortalezas y debilidades en un mundo global: Son los nuevos miembros un estímulo o un peso muerto?, dans F. Alonso, W. Andreff & F. Luengo, eds., *Union Europea y agenda estratégica : Una vision desde el centro y el este del continente*, Entimema, Madrid, 63-94.
- Champeyrache C. (2010), Le paradoxe mafieux ou l'abolition des frontières entre légalité et illégalité, in *Mafia et comportements mafieux, Illusio*, n° 6/7, Editions du Croquant, 141-153.
- Dewatripont M. & E. Maskin (1995), Credit and efficiency in centralized and decentralized economies, *Review of Economic Studies*, 62 (4).
- Kornaï J. (1980), *The Economics of Shortage*, North Holland, Amsterdam.
- Pastré O. & J.-M. Sylvestre (2008), *Le roman vrai de la crise financière*, Editions Perrin, Paris.
- Pons, N. (2006), *Cols blancs et mains sales. Economie criminelle, mode d'emploi*, Odile Jacob, Paris.
- Stiglitz J. (2010), *Le triomphe de la cupidité*, LLL les liens qui libèrent, Paris.